

<http://levenissian.fr/Pour-refuser-l-austerite-il-faut-vraiment-mettre-en-cause-l-U-E>



Le Vénissian, Août 2015

# La leçon grecque : pour refuser l'austérité, il faut vraiment mettre en cause l'U.E.!

- Vie politique -

Date de mise en ligne : dimanche 6 septembre 2015

---

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

---

Le mémorandum imposé à la Grèce est un séisme politique bousculant les propositions alternatives à l'austérité. Oui ou Non, une autre politique est-elle possible dans le cadre de l'U.E. ?

Ce débat européen traverse les courants politiques, à droite comme à gauche. Depuis Maastricht puis le NON français de 2005, on sait qu'il est socialement marqué, opposant ouvriers, employés, jeunes, quartiers populaires, refusant très majoritairement les politiques européennes, aux professions libérales, cadres et centres-villes urbains, plus favorables à l'intégration européenne.

Beaucoup de progressistes espéraient en une « Europe sociale » et la force des mouvements de gauche radicale en Grèce et en Espagne semblait le rendre possible, avec la victoire de Syriza puis la force des 61% du NON grec.

Mais le choc de l'austérité imposée à la Grèce et acceptée par Alexis Tsipras est une douche froide pour tous les militants, toutes les luttes sociales.

Une rupture progressiste avec l' U.E. est devenue indispensable pour faire respecter les peuples, refuser des pertes de souveraineté qui deviennent pour la Grèce une situation néo-coloniale.

Une rupture progressiste ne peut être que de nature anticapitaliste, et ne peut se faire que pays par pays, conduisant à la rupture avec les traités européens existants. Une telle rupture permettrait de ré-ouvrir l'histoire européenne sur la base de l'intérêt des peuples, dans une approche internationaliste, pour un monde multipolaire s'opposant à l'impérialisme militariste US.

Le plan B de Yanis Varoufakis, les propositions de l'audit de la dette grecque, de nombreux économistes progressistes, les communistes grecs ou portugais de plus en plus de progressistes refusent de s'enfermer dans l'Europe sociale et le disent désormais clairement. Il faut mettre en cause radicalement cette prison de l'U.E.